

Il semble bien loin, le printemps des peuples.

Deux dynamiques s'affrontent toujours plus violemment, celle des peuples qui réclament l'exercice des droits démocratiques élémentaires, celle des mouvements ou des régimes réactionnaires qui, au nom de leur idéologie nationaliste ou théocratique, mais aussi pour préserver leurs intérêts matériels bien compris, s'y opposent.

En Birmanie, en Algérie, en Colombie, à Haïti, comme à Moscou ou à Hong Kong, le pouvoir tente de museler les revendications populaires, par la répression, la violence policière ou militaire, l'intimidation.

Au Moyen Orient, les populations sont prises en étau entre d'une part un gouvernement israélien de droite radicale qui mène une politique brutale de répression colonialiste sur le peuple palestinien, multiplie les bombardements aveugles sur Gaza, et d'autre part un mouvement islamiste, le Hamas, qui tente de récupérer la colère populaire en prenant pour cibles les villes israéliennes.

Partout, dans un monde déboussolé par la crise sanitaire, économique, écologique et sociale, et faute de perspectives progressistes de sortie de la pauvreté, le nationalisme et l'intégrisme ont toujours le vent en poupe : comme souvent ce sont les femmes qui en subissent les actes les plus odieux, qu'il s'agisse de l'assassinat terroriste d'écolières en Afghanistan, ou de nouvelles restrictions à l'accès à l'IVG au Texas.

Dans ce contexte de plus en plus difficile pour de nombreuses populations, les migrations vers l'Angleterre se poursuivent et ont repris en Méditerranée, mais les migrant.es sont toujours abandonné.es à leur sort. Près de 400 d'entre eux l'ont payé de leur vie depuis le 1er janvier. Nous serons le 5 juillet prochain aux côtés de celles et ceux qui dans le cadre de l'initiative "Toutes aux frontières" à Nice exigeront un accueil digne des migrantes et de migrants et une autre politique migratoire en Europe.

Mais ici ou là l'espoir renaît.

Au Chili, les mobilisations politiques et sociales viennent d'aboutir à l'élection d'une assemblée constituante chargée d'en finir avec le cadre institutionnel libéral hérité voici un demi-siècle de la dictature militaire.

Les premiers mois du Président Biden, qu'il s'agisse de la réhabilitation de l'impôt et de la relance comme outils d'efficacité économique et de justice sociale, gagneraient à être observés par des gouvernements européens et une commission européenne tentée par une nouvelle cure d'austérité pour les peuples.

La récente prise de position de Biden sur la libération des brevets afin que la population mondiale puisse bénéficier le plus rapidement possible d'une protection face au virus, contraste avec la frilosité des positions gouvernementales européennes.

Ainsi en France, alors que le discours présidentiel nous assure d'une prochaine accalmie de l'épisode épidémique, il est moins disert sur la crise économique, sociale et politique en France.

Elles sont bien loin les proclamations présidentielles d'un monde d'après qui tirerait les leçons du choc sanitaire : des services publics – de la santé, de la protection sociale, de l'éducation – indispensables à la cohésion sociale, des travailleurs et travailleuses de première ligne aux

rémunérations inversement proportionnelles à l'apport à la société, des industries à relocaliser, des logiques libérales à réguler... Vaines promesses.

Après de multiples interventions auprès des autorités, la signature de milliers de pétitionnaires, la priorité de vaccination des personnels tant de fois annoncée depuis janvier va devenir réalité à partir du 24 mai pour tous les personnels des écoles, collèges et lycées sans condition d'âge. Une mesure bien tardive !

Dans cette nouvelle séquence, le gouvernement revient à ses fondamentaux, aux « réformes » d'un modèle social redevenu trop dispendieux, et déplacé aux yeux de la Droite conservatrice LR ou LREM.

D'où le maintien obstiné de la « réforme » de l'assurance chômage, le retour annoncé de celle des retraites, de nouvelles réductions de dépenses publiques et de nouvelles « réformes » structurelles en échange des fonds du plan de relance européenne. Déjà LR promet la fin de la garantie de l'emploi, une nouvelle charge contre la Fonction publique, après celle menée par la loi dite de transformation de la Fonction publique.

Ces recettes éculées, le refus obstiné d'accroître les prélèvements fiscaux sur le capital et les grandes fortunes, l'entêtement à opposer droits sociaux et emploi nourrissent inégalités et désespérances.

Tout comme la multiplication de lois qui, prétendant défendre la République, enferment les femmes et les hommes dans des catégories dressées les unes contre les autres.

Comment tout ceci ne pourrait - il pas favoriser la logique du repli identitaire, brutaliser le climat politique et social, nourrir la tentation du vote nationaliste, xénophobe et raciste ?

Oui les défis sont grands pour notre syndicalisme de luttes et de transformation sociale.

Mais l'espoir est là.

La FSU travaille avec la CGT, Solidaires et d'autres à rassembler les forces syndicales et associatives pour imaginer, notamment dans le cadre de Plus jamais ça, mais aussi dans le dialogue avec les forces politiques de Gauche les alternatives radicales et réalistes en rupture avec les politiques libérales en cours depuis trop d'années.

Pourquoi ce qui est possible Outre Atlantique ne le serait - il pas dans la vieille Europe ?

Le Premier Mai, par le nombre et le dynamisme des cortèges partout en France, nous encourage à poursuivre la lutte, n'en déplaise à tous les ennemis du mouvement social, patrons antisociaux ou révoltés de pacotille.

Satisfaction également de voir dans un même combat, salarié.es, syndicalistes et écologistes obtenir l'annonce gouvernementale du maintien de l'activité à la Chapelle Darblay, dernière papeterie française à produire du papier 100 % recyclé. Cette initiative du collectif « plus jamais ça » valide le slogan : « fin du mois et fin du monde, même combat ».

En dépit des lassitudes, des aspirations bien compréhensibles de nombreuses et nombreux salarié.es à retrouver une vie « normale », voire à profiter de congés d'été réparateurs, le syndicalisme doit

donner des perspectives de mobilisations sur des revendications concrètes et unificatrices : salaires, conditions de travail, respect des métiers.

A cet égard, les mobilisations dans la Fonction publique du 15 juin, ou la poursuite du mouvement des AESH sont autant d'étapes importantes et nécessaires dans la construction progressive d'un rapport de force social.

C'est bien d'abord en redonnant espoir dans les conquêtes sociales, en parvenant à mobiliser les salarié.es, en recherchant l'unité la plus large, que le syndicalisme assumera pleinement sa responsabilité dans la lutte contre la tentation du repli nationaliste, xénophobe et raciste.

Le RN, fort d'une habile stratégie de dédramatisation, alimenté par les politiques libérales et les discours stigmatisants du gouvernement, peu concurrencé par des Droites idéologiquement de plus en plus poreuses à l'extrême Droite ni par des Gauches pour le moment fragmentées et inaudibles, doit être combattu.

C'est pourquoi notre fédération, dans le respect de l'indépendance par rapport aux formations politiques, participera aux initiatives syndicales unitaires qui visent à dénoncer la menace grandissante du RN, dont l'accès au pouvoir national n'est désormais plus un scénario inenvisageable.

La perspective de nouvelles conquêtes d'exécutifs, après celles survenues aux dernières élections municipales, lors des prochaines élections départementales et régionales, doit nous conduire à développer nos mobilisations unitaires.

Cette lutte passe également par l'analyse et la diffusion des propositions du RN qui touchent aux intérêts matériels et moraux des salarié.es, notamment dans la Fonction publique, qu'il s'agisse des droits syndicaux, du statut de fonctionnaire, de la protection sociale et des retraites, ou des conceptions réactionnaires en termes de contenus éducatifs ou de soutien aux écoles religieuses.

Mais c'est bien d'abord par la mobilisation efficace des salarié.es avec leurs organisations syndicales autour de revendications concrètes que l'influence néfaste des idées d'extrême Droite dans la société pourra être efficacement combattue puis marginalisée.